

**Point de presse de la porte-parole -
Serbie/Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian avec M. Ivica Dacic -
Syrie/Bombardements dans la
Ghouta orientale - Syrie-Turquie -
Arménie-Azerbaïdjan - Palestine -
Ukraine**
(Paris, 20 février 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Serbie - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Ivica Dacic (20 février 2018)

M. Jean-Yves Le Drian a reçu aujourd'hui à Paris le vice-Premier ministre et ministre serbe des affaires étrangères, M. Ivica Dacic.

Les deux ministres ont marqué à cette occasion leur souhait d'approfondissement des relations de coopération et d'amitié entre Paris et Belgrade, où le ministre se rendra prochainement, dans le contexte des commémorations de la fin du premier conflit mondial.

À la suite de la publication par la Commission européenne, le 6 février dernier, de sa stratégie pour les Balkans occidentaux, M. Jean-Yves Le Drian a tenu à réaffirmer l'engagement de la France, exprimé par le président de la République à la Sorbonne, en faveur de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à une Union européenne réformée dès lors que ces pays rempliront les conditions nécessaires.

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a rappelé que le dialogue entre Belgrade et Pristina, conduit sous l'égide de l'Union européenne, est essentiel pour la stabilisation durable de toute la région et doit conduire à une normalisation complète entre les deux pays sur la base d'un accord global.

Les deux ministres ont enfin évoqué la perspective du Sommet entre l'Union européenne et les Balkans, qui se tiendra à Sofia le 17 mai prochain. M. Le Drian a souhaité qu'y soit promu un "agenda positif" pour les Balkans occidentaux, fondé sur des mesures concrètes d'accompagnement par l'Union européenne des efforts de transformation attendus des Etats de la région, dans le cadre de leur rapprochement européen.

2 - Syrie - Bombardements dans la Ghouta orientale

Les bombardements du régime et de ses alliés ont fait une centaine de victimes civiles dans la Ghouta orientale ces derniers jours. Ces attaques indiscriminées visent délibérément les zones habitées et les infrastructures civiles, notamment médicales. Elles constituent une grave violation du droit international humanitaire.

Cette campagne de bombardements d'une intensité dramatique survient alors que la situation humanitaire est déjà critique dans la Ghouta orientale. 400.000 civils y sont assiégés par l'armée de Bachar al-Assad, dont 750 personnes dans l'attente d'une évacuation médicale d'urgence qui leur est refusée.

Ces actions engagent la responsabilité du régime syrien, mais également de la Russie et de l'Iran qui sont ses principaux soutiens et qui, dans le cadre des accords d'Astana, se sont portés garants d'un cessez-le-feu qui est censé s'appliquer à la Ghouta. La France appelle l'ensemble de ses partenaires au Conseil de sécurité des Nations unies à prendre leurs responsabilités pour parvenir enfin à une trêve humanitaire.

Q - Hier dans la Ghouta Orientale les assauts des forces du régime syrien ont tué plusieurs douzaines d'habitants de cette localité (peut-être près de 80 morts, la plupart des civils). Vous ne parlez pas directement avec Damas mais vous parlez avec Moscou, sponsor du régime syrien. Que dites-vous aux Russes à ce sujet et quels moyens d'influence avez-vous pour arrêter ce massacre, sachant qu'il y a presque 400.000 personnes en détresse totale à la Ghouta Orientale ? Avez-vous eu un contact récent avec Moscou à ce sujet ?

R - Nous vous renvoyons à la déclaration de ce jour.

3 - Syrie-Turquie

Q - Quelle est votre réaction aux tensions grandissantes entre Damas et Ankara concernant la localité d'Afrin et l'incursion turque dans cette région qui est actuellement sous contrôle des Kurdes (YPG), alliés de la coalition contre Daech ?

R - Nous avons à plusieurs reprises exprimé à la Turquie notre attachement à la sécurité de ses frontières mais aussi notre préoccupation à l'égard d'une opération militaire intervenant dans une région exposée à de graves risques humanitaires.

Seule une solution négociée sous l'égide des Nations unies et selon les termes de la résolution 2254 du Conseil de sécurité, permettra de ramener la paix en Syrie et d'assurer la sécurité de la Turquie. C'est dans cette direction que nous travaillons en étroite concertation avec la Turquie, ainsi qu'avec nos autres partenaires régionaux.

4 - Arménie-Azerbaïdjan

Q - Lors du congrès de son parti le 8 février à Bakou, le président Ilahm Aliiev a de nouveau publiquement affirmé : "Erevan et le Zanguezour sont nos territoires historiques" et "nous Azerbaïdjanais, devrions retourner sur cette terre historique", "c'est notre objectif politique et stratégique, nous devons progressivement nous en approcher". Quelle est la position de la France par rapport à ces propos qui non seulement contreviennent aux principes du Groupe de Minsk mais constituent aussi des menaces sur l'existence de l'Arménie ?

R - La France demeure pleinement engagée dans la recherche d'une solution négociée au conflit du Haut-Karabagh.

Elle appelle les parties au conflit à travailler de bonne foi en ce sens, en s'abstenant notamment de toute déclaration ou action susceptible d'exacerber les tensions.

5 - Palestine

Q - Le président de l'Autorité palestinienne va au Conseil de sécurité ce jour pour être entendu sur la situation et l'impasse dans le processus de paix, sur Jérusalem et d'autres sujets. Qu'attendez-vous de cette intervention et d'une demande vraisemblable de M. Abbas d'une reconnaissance par l'ONU de la Palestine comme membre de l'Organisation à part entière?

R - Le président de l'Autorité palestinienne s'exprime aujourd'hui devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

ÿ cette occasion, la France réitérera sa préoccupation concernant la situation sur le terrain, rappellera qu'il n'existe pas d'alternative à la solution des deux Etats, vivant côte à côte en paix et en sécurité, ayant l'un et l'autre Jérusalem comme capitale, et exprimera sa disposition à tout faire pour qu'une négociation décisive s'engage enfin pour parvenir à la paix.

6 - Ukraine

Q - Selon le ministre des affaires étrangères ukrainien Pavel Klimkin, la rencontre ministérielle en format Normandie "aura lieu bientôt". Pouvez-vous préciser quand et où aura lieu cette rencontre ?

R - Nous communiquerons cette information en temps voulu./.